Par autorité.

No 83.—ACTE pour autoriser le Gouverneur de l'Etat à nommer des pilotes pour la Rivière Sabine.

SECT. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale;* Que le Gouverneur de l'Etat est et demeure autorisé à nommer un ou plusieurs pilotes pour la Rivière Sabine, lesquels seront soumis aux mêmes examens, aux mêmes recommandations, réglemens et exigences que ceux prescrits par les lois existantes, et ils auront droit à la même compensation que celle accordée aux pilotes du Port de la Nouvelle-Orléans et du Fleuve Mississippi.

A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
(Signé)
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 84.—ACTE pour venir au secours de E. Louvet.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que le Trésorier de l'Etat est et demeure autorisé à payer à Edouard Louvet, sur son propre mandat, pour certaines traductions faites pour compte de l'Etat, la somme de deux cents piastres, sur les fonds du trésor non autrement affectés.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 19 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 85.—ACTE pour autoriser et prolonger la Charte du Chemin à coulisses du Golfe du Mexique.

SECT. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale;* Que la Charte précédemment accordée à la Compagnie du chemin à coulisses du Golfe du Mexique, approuvée le neuf mars mil huit cent trente sept, est et demeure remise en vigueur en faveur d'Alexandre Gordon et de ses associés, avec les restrictions et privilèges ci après énumérés: *Bien entendu*, qu'à l'avenir la législature pourra amender la charte ou mettre de suite la compagnie en liquidation, pourvu que cette mesure soit adoptée à la majorité des deux tiers des membres de chaque chambre, et que l'appel nominal ait lieu lorsque la question sera mise aux voix.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que la dite Compagnie sera rétablie avec un million de piastres, et avec le privilège d'augmenter le dit capital à deux millions de piastres, divisé en actions de cent piastres, à l'effet de construire un chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans à un point quelconque, sur le lac Borgne et le Golfe du Mexique.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que des livres de souscription au fonds capital de la dite Compagnie, seront ouverts sous la surveillance des commissaires ci-après nommés, savoir: Alexandre Gordon, Germain Mu-son, Laurent Millaudon, Jacques Toutant et Isaac T. Preston, au temps et à tel endroit à la Nouvelle-Orléans qu'une majorité d'entr'eux indiquera, après en avoir donné avis pendant trente jours, en anglais et en français, dans deux journaux publiés à la Nouvelle-Orléans, et les dits livres resteront ouverts au moins vingt jours, les dimanches exceptés, et jusqu'à ce que deux mille cinq cents actions aient été souscrites.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les souscriptions pour les dites actions seront payées de la manière suivante: deux piastres par action au moment de la souscription et la balance aux époques que le président et les directeurs en fonctions de la dite Compagnie indiqueront; pourvu qu'à chaque fois le paiement de plus de dix piastres par action ne pourra être demandé, et pourvu aussi que trente jours d'avis seront donnés en anglais et en français dans deux journaux imprimés à la Nouvelle Orléans, pour le paiement de chaque terme.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les dits commissaires ou une majorité d'entr'eux, donneront des avis publics semblables, aussitôt que deux mille cinq cents actions auront été souscrites, pour l'élection de cinq directeurs qui devront être actionnaires, à tel endroit à la Nouvelle-Orléans, et à tel temps que les dits commissaires ou une majorité d'eux ainsi désigné et à l'époque indiquée, et procéder à l'élection des cinq directeurs qui serviront pendant un an, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus; et les dits directeurs procéderont immédiatement à l'élection d'un président de leur propre corps, et auront le pouvoir de remplir les vacances occasionnées par des décès, des résignations, des refus d'agir ou de toute autre manière, jusqu'à l'élection annuelle prochaine, et une majorité des dits directeurs formera un quorum. Les directeurs ou une majorité d'entr'eux auront le droit de désigner de temps en temps un endroit à la Nouvelle-Orléans, ou les assemblées se tiendront, et les affaires de la dite Compagnie seront faites à l'endroit ainsi désigné, et tous ses régistres et livres y seront déposés.

SECT. 6me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les souscripteurs au fonds capital de la dite compagnie ou leur ayant cause seront et sont par le présent acte formés en corporation, sous le nom de la "Compagnie du Chemin à Coulisses du Golfe du Mexique," et sous ce nom auront le droit de succession de cinquante ans, de la date de cet acte, et seront habiles à accepter les donations, à acheter, posséder et vendre des propriétés mobilières et immobilières, autant que cela pourra être nécessaire pour remplir le but de la corporation créée par le présent acte, à passer des contrats, à paraître en justice, tant comme demandeurs que comme défendeurs, et avoir un sceau et à le changer ou renouveller, quand ils le croiront nécessaire ou convenable, et à faire toutes autres choses de la compétence d'une corporation, qui pourront être nécessaires pour la conduite de ses affaires, à faire leurs propres réglemens, qui seront valides, pourvu qu'ils ne soient pas contraires à la constitution ou aux lois des Etats-Unis ou de cet Etat; et à déclarer vacante par les dits réglemens la place de tout directeur qui négligerait de remplir ses devoirs ou ne se trouverait pas aux séances des directeurs. Et la dite Compagnie tiendra annuellement une élection après en avoir donné trente jours d'avis, en anglais et en français, dans deux journaux publiés à la Nouvelle-Orléans, aux tems et lieux prescrits par des réglemens, pour l'élection de cinq directeurs, qui éliront immédiatement après un président de leur propre corps. Et pour l'élection des directeurs et dans toute autre occasion où les actionnaires devront voter, chaque action donnera droit à une voix, et les actionnaires pourront voter par des fondés de pouvoirs. Le président et les directeurs qui auront été élus, ou une majorité d'entr'eux, auront tous les pouvoirs qui ont été accordés par la cinquième section de cet acte, aux premiers président et directeurs, et seront habiles d'exercer tous les autres pouvoirs, que la bonne administration des affaires de la dite compagnie pourra exiger. Tout actionnaire propriétaire de cinquante actions au fonds capital de la dite compagnie pourra servir comme directeur. Aucun actionnaire n'aura droit à une compensation pour ses services, mais les directeurs pourront accorder au président tels émolumens pour les soins qu'il donnera aux affaires de la dite compagnie, qui leur paraîtra raisonnable; Bien entendu que rien de ce qui se trouve stipulé ici ne s'interprétera comme autorisant le privilège de faire la banque en aucun genre; si la dite corporation prétend exercer cet pouvoir, la dite compagnie perdra tous les droits à elle concédés par cet acte, et les dits droits demeureront nuls et de nul effet.

SECT. 7me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les dits président et directeurs, ou une majorité d'entr'eux pourront nommer tous officiers, ingénieurs, agens ou employés qu'ils jugeront nécessaires pour l'administration des affaires de la dite compagnie, et les remplacer s'ils jugent à propos de le faire; que le dit président ou les dits directeurs ou une majorité d'eux aura le droit de fixer par des contrats la compensation de tous les dits ingénieurs, officiers, agens ou employés au service de la dite compagnie, et d'établir par leurs réglemens particuliers, la manière de régler et de balancer toutes les réclamations contre la dite compagnie, et aussi la forme et la preuve des transferts des actions de la dite compagnie.

SECT. 8me. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'une assemblée générale des actionnaires de la dite Compagnie aura tenue annuellement au temps et au lieu fixés pour l'élection des président et directeurs de la dite compagnie; qu'une assemblée générale pourra être convoquée en tout temps, dans l'intervalle entre les dites assemblées annuelles, par les président et directeurs de la dite compagnie ou une majorité d'entr'eux, ou par des actionnaires possédant au moins deux mille actions du fonds capital de la dite compagnie, après avoir donné trente jours d'avis du temps et du lieu où cette assemblée doit être tenue, en anglais et en français, dans deux journaux imprimés à la Nouvelle-Orléans, et chaque fois qu'une telle assemblée spéciale sera convoquée par des actionnaires, les dits avis spécifieront le but particulier de la dite convocation. Et si à une telle assemblée spéciale la majorité des actionnaires en somme ne se trouve pas présente en personne ou par des fondés de pouvoir, la dite assemblée sera ajournée de jour en jour pendant pas de trois jours, sans faire aucunes affaires, et si alors une majorité des actionnaires en somme ne se trouve pas présente en personne ou par des fondés de pouvoir, la dite assemblée sera dissoute.

SECT. 9me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les dits président et directeurs ou une majorité d'entr'eux, auront le pouvoir d'ouvrir de temps en temps des livres pour la souscription de tel nombre d'actions qui, dans leur opinion, sera nécessaire pour le progrès des ouvrages de la dite compagnie, pourvu que le nombre total des actions souscrites n'excédera jamais vingt mille; pourvu aussi que chaque fois que des livres seront ainsi ouverts, avis préalable pendant trente jours en sera donné en anglais et en français, dans deux journaux qui s'impriment à la Nouvelle-Orléans, et les livres chaque fois resteront ouverts pendant vingt jours; en cas d'excédant dans la souscription, la réduction sera faite en commençant par le plus forts actionnaires, de la manière établie dans la charte de la Banque de l'Union. Et si quelque actionnaire manquait ou négligeait de payer aucun terme, dont le paiement aurait été exigé, pendant trente jours après que le dit terme serait échu et devenu payable, les actions sur lesquelles le paiement du dit terme aurait été demandé, seront confisquées au profit de la dite Compagnie. Et les dits président et directeurs, ou une majorité d'entr'eux, auront le pouvoir d'emprunter de l'argent pour l'objet de cet acte, de donner des certificats ou d'autres preuves des dits emprunts, et d'engager les propriétés de la dite Compagnie pour le paiement des dits emprunts avec intérêts.

SECT. 10me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les président et directeurs de la dite Compagnie seront et sont par le présent acte investis des droits et pouvoirs pour la construction d'un chemin à coulisses depuis la Nouvelle-Orléans jusqu'à un point convenable sur le lac Borgne ou le Golfe du Mexique, qui devra passer à travers la rue des Bois Enfans jusqu'à la ligne de division entre les paroisses d'Orléans et de St.-Bernard, lequel chemin à coulisses n'aura pas plus de cent pieds de large, avec autant de voies que les dits président et directeurs jugeront nécessaires, pourvu qu'en passant par des terres basses, des cyprières, des marais ou des prairies, la dite Compagnie sera autorisée à augmenter la dite largeur, pour remplir le dit but. Et les dits président et directeurs ou une majorité d'entr'eux pourront faire, faire ou pourront contracter avec d'autres pour faire le tout ou partie du dit chemin à coulisses, et eux, leurs agens ou ceux avec qui ils pourront contracter pour en faire une partie quelconque, pourront traverser, employer ou creuser toute portion de terre, qui sera requise pour l'érection de magasins de dépôt ou pour d'autres ouvrages nécessaires et utiles à la construction, réparation, et à l'entretien du dit chemin à coulisses ou de ses dépendances; et ils pourront construire des ponts et aqueducs et poser des coulisses et prendre et employer de la terre, du bois, des coquilles et d'autres matériaux qui seraient alors dans leur état naturel, et qui pourraient être nécessaires pour la construction, la réparation et l'entretien de dit chemin à coulisses ou des ouvrages qui en dépendent, et ils pourront construire tous ouvrages et faire toutes choses quelconques, qui seront nécessaires et convenables pour la confection du dit chemin à coulisses et le succès de ses opérations; et qu'eux ou une majorité d'entr'eux auront le droit de faire des chemins à coulisses latéraux ou des tranches, qui s'uniront au chemin principal, et pourvu aussi que rien de ce qui est ici mentionné, ne portera atteinte aux droits acquis à la Compagnie du Chemin de fer Pontchartrain, et que le privilège de construire des branches de chemins de fer se restreindra à un cercle de dix milles de chaque côté de la ligne principale, à laquelle elles seront parallèles; et pourvu toutefois que, si le dit chemin à coulisses ou ses branches traversaient quelque rivière, canal ou autre courant d'eau navigable, le dit chemin à coulisses sera construit et arrangé de manière qu'il n'empêchera pas la navigation; et il sera permis à la dite Compagnie d'étendre le dit chemin à coulisses à n'importe quel point dans les trois municipalités de la Nouvelle Orléans, avec les mêmes droits et privilèges; pourvu toutefois que le dit chemin à coulisses sera construit de manière qu'il n'empêchera pas l'usage et la circulation des rues, et que le dit chemin à coulisses ne pourra pas passer par les rues de la dite ville sans le consentement préalable du conseil de la municipalité par laquelle il pourra passer; et pourvu aussi que les dispositions contenues dans la quatorzième section d'un acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à coulisses, entre la Nouvelle-Orléans et Nashville," approuvé le trente Janvier dix huit cent trente cinq, prescrivant la manière d'obtenir des terres pour le dit chemin à coulisses, leur estimation etc., sera prise et considérée comme partie de cet acte; pourvu aussi que si le dit chemin à coulisses n'est pas commencé dans trois ans et complété dans dix ans, après la date de cet acte, cette charte sera nulle et de nul effet; Bien entendu que la dite Compagnie de chemin à coulisses sera une branche du dit chemin allant jusqu'au lac Borgne, à ou environ six milles de l'endroit appelé "Banc de Coquilles," près du Canal Reggio, et construira à la dite extrémité un quai ou une estacade pour le mouillage des navires et bateaux à vapeur, et en outre, à conditions que la dite branche conduisant au lac Borgne, devra être achevée dans les trois ans qui suivront la passation du présent acte, et avant la continuation du chemin principal au Golfe du Mexique ou lac Borgne; et de plus que les dits président et directeurs devront constamment fournir à la demande des cultivateurs et habitans, le nombre de chars nécessaires au transport des passagers, produits et autres effets des habitans de la Terre aux Bœufs, et au taux ordinaire, et pourvu aussi que les propriétaires de terres sur lesquelles passera le dit chemin à coulisses, auront le pouvoir de construire à leurs propres frais et pour leur usage seulement, aucun de chemin à rail ou autres chemins qu'ils croiront convenables, pour communiquer du fleuve ou de tout autre point de leur propriété avec le dit chemin à coulisses.

SECT. 11me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que toutes les fois que la dite Compagnie trouvera nécessaire, pour la construction du chemin à coulisses autorisé par le présent acte, de traverser un chemin établi, elle devra faire tels travaux qui fourniront un libre passage aux hommes et aux propriétés sur le dit chemin; et quand il sera nécessaire de faire passer le dit chemin à coulisses ou ses branches par les terres d'aucun individu, il sera du devoir de la dite compagnie de faire à ses propres dépens tels travaux qui mettront le dit individu en état de traverser le dit chemin à coulisses ou ses branches; pourvu que le fonds capital de la dite Compagnie soit pendant cinquante ans exempt de taxe, et que ses autres propriétés, telles que chemins, rails, hangards, dépôts, chars, locomotives, voitures et autres objets, seront exemptes de taxes durant et pour une période de dix ans, à dater de l'adoption de cet acte.

SECT. 12me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que la dite Compagnie aura le pouvoir de placer sur tout chemin à coulisses, construit en vertu de cet acte, toutes machines locomotives, toutes voitures et tous chars de quelque espèce qu'ils soient, qu'elle croira nécessaires ou convenables pour le transport des voyageurs et des denrées, marchandises ou de toute autre espèce d'objets, à tel prix que la compagnie jugera convenable d'établir, et pourvu que les prix seront fixés de manière à ne pas donner de dividende annuels sur le net profit, de plus qu'une moyenne de quinze pour cent par an sur le montant y versé depuis l'époque de ce paiement; mais dans le cas où une taxe serait perçue sur les propriétés de la compagnie, sujettes à être taxées après l'expiration de dix années à partir de l'adoption du dit acte, alors la dite compagnie pourra également porter au compte des dépenses courantes, de montant de la taxe alors payée; pourvu que les prix de transport ne seront jamais augmentés sans que la dite compagnie n'en ait préalablement donné avis, en français et en anglais, dans deux journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

SECT. 13me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que des dividendes annuels seront déclarés sur le chiffre des profits de la dite compagnie dans la proportion que les directeurs jugeront convenable, et une fois par an, les directeurs devront soumettre à une assemblée générale des actionnaires un état exact et détaillé des affaires de la dite compagnie, et des profits réservés s'il y en a, après déduction des pertes et des dividendes.

SECT. 14me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que la dite compagnie pourra construire des ports, des quais, des môles, des gares et autres ouvrages à la jonction du dit chemin à coulisses avec la mer ou le lac et avancer les dits ouvrages dans la mer ou le lac aussi loin qu'elle le jugera convenable, et pourra construire sur les dits ports, quais, môles, gares et autres ouvrages, des entrepôts et autres édifices quelconques. Et il sera permis à la dite compagnie de faire un port de tout bayou naturel qui se jette à la mer ou dans le lac, soit en l'élargissant, soit en le creusant, ou en l'améliorant de tout autre manière, et d'y faire un bassin ainsi qu'il paraîtra convenable à la dite compagnie.

SECT. 15me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que si quelque personne ou personnes détruisaient ou endommageaient à dessein aucune partie du dit chemin à coulisses construit en vertu de cet acte, ou aucuns ouvrages, chars, voitures ou machines de la dite compagnie, ou essayaient de le faire, la dite personne ou personnes seront responsables, pour chacun des dits délits, de tous les dommages qu'elles pourraient avoir occasionnés, et elles pourront de plus être poursuivies au criminel dans non moins de six mois après que le dit délit aura été commis, et punies d'une amende qui n'excédera pas mille piastres et d'un emprisonnement qui n'excédera pas douze mois, ou de l'une ou de l'autre peine à la discrétion de la cour.

SECT. 16me. *Il est de plus décrété, &c.* Que lorsqu'il s'élevera des différends entre le Gouverneur Général, et la dite Compagnie relativement au transport de la malle, et au prix du transport, la Législature de la Louisiane interviendra comme arbitre.

SECT. 17me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que toute et chaque section ou partie de section contenues dans l'acte approuvé le neuf mars mil huit cent trente sept, remis en vigueur par le présent acte, et qui ne s'y trouvent pas comprises, sont et demeurent abrogées.

A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 86.—RESOLUTION.

Il est résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que l'Ingénieur de l'Etat soit et demeure requis de se conformer à la résolution adoptée par la législature de mil huit cent quarante deux, relative à l'amélioration de la Petite Rivière.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 87.—ACTE relatif à la nomination d'une commission à l'effet d'organiser les Ecoles Publiques dans cet Etat.

SECT. 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale;* Que le Gouverneur est et demeure autorisé à désigner et nommer de l'avis et du consentement du Sénat, une commission composée de cinq personnes compétentes, dont le devoir sera de faire à la prochaine session de l'assemblée générale, sous forme de rapport, l'exposé d'un plan général pour la meilleure organisation des Ecoles Publiques Gratuites dans cet Etat.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'une somme de mille piastres est et demeure appropriée à couvrir les dépenses à encourir par la dite commission, laquelle somme sera prise du trésor sur tous fonds qui s'y trouveront, et sur le mandat du Gouverneur.

(Sig.-é) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 88.—ACTE pour faire une nouvelle appropriation pour l'usage de la Convention Attendu qu'il est évident, d'après la longueur de temps pendant lequel la Convention a déjà été en session, et la masse considérable de travail qui lui reste encore à la faire, afin d'accomplir le but important pour lequel elle est réunie, que l'appropriation de cinquante mille piastres précédemment faite par la Législature pour défrayer les dépenses de la Convention serait tout à fait insuffisante à ce but, et que le grand objet de la réforme constitutionnelle ne serait pas atteint, et que le peuple serait désappointé dans sa juste attente; à moins qu'une somme suffisante d'argent ne soit mise à la disposition de la Convention pour défrayer les dépenses de ce corps jusqu'au complet achèvement de ses importans travaux.

Il est en conséquence décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que la somme de trente mille piastres est et demeure appropriée sur tous fonds dans le trésor non autrement appropriés, et qu'elle soit mise à la disposition de la Convention, pour être tirée de telle manière qu'il plaira à la dite convention de choisir et d'ordonner et que cet acte aura force de loi à dater de et après son adoption.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 89.—ACTE en faveur de Camillus J. Roy adjn.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale; Que Camillus J. Roy adjn. est et demeure par le présent émancipé, et ce seulement, dans le seul but qu'il lui sera permis d'exercer la profession d'avocat dans cet Etat, lorsqu'il aura reçu un diplôme à cet effet.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Rep résentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 90.—ACTE pour pourvoir à la construction et au châtiment de certains crimes y mentionnés.

SECT. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale;* Que si aucun domestique, commis, courtier, agent, consignataire, avocat, mandataire, dépositaire, porteur (common carrier) curateur, exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, fidéi-commissaire, ou homme de confiance (ballee) ou aucune personne remplissant un emploi ou un mandat quelconque en vertu de l'autorité exécutive ou judiciaire de cet Etat, ou qui étant au service d'aucune corporation ou compagnie publique ou particulière, à tort emploiera, disposera, cachera, ou autrement soustraira aucuns fonds, billets ou aucuns *checks*, ordres, traites, bons, reçus, connaissements, ou aucune autre obligation ou contrats écrits ou aucuns fonds, espèces, argent, ou autres propriétés quelconques qu'il aura reçu pour une autre personne ou pour celui qui l'emploie, pour son chef de maison, ou pour celui qui a mis sa confiance en elle ou qui lui auront été confiées, en vertu de sa place, de son mandat ou de son emploi; ou qui aurout été confiées à ses soins, à sa garde, ou sa possession par une autre personne ou par celui qui l'emploie, par son chef de maison, ou par celui qui a mis sa confiance en elle (bailor) ou par toute cour, corporation ou compagnie quelconque; ledit domestique, commis, courtier, agent, consignataire, avocat, mandataire, dépositaire, porteur, common carrier) fidéi-commissaire, ou toutes autres personnes que ce soit, seront sur conviction de tous semblables abus de confiance ou détournement de fonds, ou d'avoir aidé et prêté la main à les commettre, ou d'en avoir été complice avant ou après le crime, condamnés à un emprisonnement aux travaux forcés pour un laps de temps qui n'excédera pas sept ans et qui ne sera pas moindre d'un an.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, etc.*, Que la section ci-dessus ne sera pas interprétée de manière à abroger l'acte intitulé: "Acte pour pourvoir au châtiment de certains crimes y mentionnés," approuvé le dix Février dix huit cent vingt et un.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, etc.*, Que dans les poursuites de détournement ou vol de billets de banques, checks, traites, billets à ordre, monnaie d'or ou d'argent, ou de toute autre propriété de cette nature, il ne sera pas nécessaire de faire dans l'acte d'accusation une description minutieuse et détaillée des dits objets, mais une allégation générale du ou des montants, et de ou des objets soustraits ou volés, suffira, et la preuve du vol ou du détournement d'une partie seulement des objets suffira pour trouver l'accusé coupable.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, etc*, Que les crimes mentionnés dans cet acte ne seront prescriptibles seulement par trois ans après l'époque à laquelle l'acte de détournement de fonds ou de vol aura été découvert par la ou les personnes, par la ou les corporations lésées, nonobstant toutes lois à ce contraires; *Bien entendu* que la prescription ci-dessus mentionnée sera interrompue par l'absence du délinquant de l'Etat de la Louisiane ou par tous autres moyens, à l'aide desquels le dit délinquant se serait soustrait à la juridiction de l'Etat de la Louisiane.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Rep résentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

CABOTAGE.

POUR ST. MARTINVILLE. Nouvelle liberté, Franklin, Bayou Black, et Bateau du Nord. Le steamer [illegible] Capitaine [illegible], partira pour les ports ci-dessus mentionnés vendredi 21 courant, à 9 heures de l'après midi. Pour fret ou passage s'adresser à bord ou à
FOLLAIN & BRO.
21 mars 29, rue St. Louis

MALLE PAQUEBOTS DES ETATS-UNIS, BRILLIANT ET ALEX SCOTT.
Arrangement pour le printemps 1846.

Pour la Côte de Donaldsonville, Baton Rouge, Port Hudson, Bayou Sarah et Pointe Coupee. Le steamer [illegible] commandé le cap. [illegible] fera deux voyages par semaine. L'Alex Scott, capitaine [illegible], partira de la Nouvelle Orléans tous les dimanches et mercredis, à 10 heures du matin. Le Brilliant partira de la Nouvelle Orléans tous les mardis et vendredis, à 10 heures A. M. En revenant, l'Alex Scott partira du Bayou Sara tous les lundis et vendredis à midi, et le Brilliant tous les mercredis et samedis, à midi, arrivant à la Nouvelle Orléans le lendemain matin de bonne heure. Le steamer [illegible] Alex Scott ne rendra à Thnice, Pointe Coupée et Fort Adams. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
WM AVERY.
12 fev

POUR LA BALIZE & LA COTE.—Le bateau à vapeur [illegible], capitaine Jules [illegible], partira régulièrement de la rue St Louis, tous les mercredis à 10 heures A.M. pour la Balize et les habits tous intermédiaires. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
JACQUES LARDIE.—Agent
19 mars. 71, Vieille Levée.

PAQUEBOT REGULIER POUR LA COTE, DONALDSONVILLE, BAYOU LAFOURCHE & LA BALIZE.—Le bateau à vapeur JUNIATA, capitaine Choate, partira de la Nouvelle Orléans les lundis à 10 heures du matin, et à son retour partira de la Balize le mardi à midi, et le Bayou Lafourche le lundi matin à 6 heures. Pour fret ou passage s'adresser à
J. M LANDREAU & Co
31 janv

POUR LAFOURCHE ET LA COTE.—Le bateau à vapeur passagers, MONTREMAIL, capitaine Littleton, fera à la Demande un service régulier entre la Nouvelle Orléans et Donaldsonville. Voir ses voyages dans les journaux. Il partira de la Nouvelle Orléans pour Donaldsonville lundi prochain 16 courant, à 10 heures du matin et de Donaldsonville les mercredi et samedi à 4 heures du matin. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
L. H. GALE.
14 mars 93 Commune

POUR LA HAVANE.—Le navire COLUMBIANA, capt. Barker, est prêt à recevoir son chargement et partira pour le destination ci-dessus dans quelques jours. Pour fret ou passage, et pour toutes autres informations, s'adresser à bord ou à
SEVE & GALE.
16 m

LA BELLE CREOLE, capt. Tuttle, partira pour la Havane dans quelques jours. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à
BLANCHARD, KIMPEL & Co.
[illegible]

POUR LIVERPOOL.—Le navire [illegible] ELIZA THORNTON, capt. Lewis, prendra la plus grande partie de son chargement et partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à
LUNCAN KENNEDY, 52 Commune
LEVIS GALE
28 fev 93 Commune

POUR LIVERPOOL.—Le navire [illegible], capitaine Mc. [illegible], partira pour le destination ci-dessus dans quelques jours. Pour fret ou passage, s'adresser à
LUNCAN KENNEDY, 52 Commune
LEVIS GALE
28 fev 93 Commune

POUR LE HAVRE.—Le navire [illegible], capitaine [illegible], est en charge pour le port ci-dessus et partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à
BLANCHARD, KIMPEL & Co.
[illegible]

POUR LE HAVRE.—Le navire [illegible], capitaine [illegible], est en charge pour le port ci-dessus et partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à
BLANCHARD, KIMPEL & Co.
[illegible]

POUR LIVERPOOL.—Le navire [illegible], capitaine [illegible], est en charge pour le port ci-dessus et partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à
LUNCAN KENNEDY, 52 Commune
LEVIS GALE
28 fev 93 Commune